



Il y a urgence à réaffirmer une politique agricole concrète et ambitieuse

Communiqué de presse

Paris, le 4 juillet 2022 – Après l’installation de la nouvelle Assemblée nationale et à la veille de la déclaration de politique générale de la Première ministre, les producteurs français de grandes cultures rappellent qu’ils sont pleinement déterminés à relever le double défi de la souveraineté alimentaire et de la souveraineté énergétique. Ils attendent beaucoup du Parlement et du Gouvernement pour retrouver le fil conducteur d’une politique agricole à la fois concrète et ambitieuse.

Alors que l’Assemblée nationale est désormais installée, qu’un nouveau Gouvernement est constitué et que la Première ministre doit prononcer sa déclaration de politique générale le mercredi 6 juillet 2022, l’AGPB, l’AGPM, la CGB et la FOP tiennent à faire part de leurs attentes concrètes nécessitant des réponses urgentes.

Il y a urgence à adopter le plan stratégique national (PSN), qui décline la nouvelle PAC. Les producteurs doivent connaître sans délai les règles à respecter pour leurs assolements. Les ajustements du PSN français annoncés en CSO par le ministre de l’Agriculture le vendredi 1^{er} juillet suscitent des craintes. La version finale du PSN doit respecter les grands équilibres trouvés dans le cadre du dialogue entre les pouvoirs publics et la profession. Ces équilibres doivent être fermement défendus par la France auprès de la Commission européenne, tout particulièrement dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Il y a urgence à obtenir une réponse favorable à la demande de dérogation aux obligations de jachères pour l’année prochaine ainsi que de réaffirmer l’attachement des Pouvoirs publics tant au maintien d’une vraie capacité de production basée sur le principe « pas d’interdiction sans solution » qu’au développement d’une production française et européenne à l’abri d’importations contraires à nos standards. Nos organisations attendent aussi un engagement fort en faveur de la révision des objectifs de la stratégie agricole européenne *Farm To Fork* en mettant au premier plan l’objectif de « souveraineté alimentaire ».

Il y a urgence à tenir les promesses de la loi d’orientation sur le développement de l’assurance récolte. Votée par le Parlement en mars dernier, elle fixe un cap pour développer les outils permettant aux agriculteurs de faire face aux aléas climatiques. Le Gouvernement doit maintenant la concrétiser en s’engageant à ce que les décrets d’application et la prochaine loi de finances fixent le seuil de la franchise des contrats d’assurance à 20% et l’aide de l’État à 70% du montant de la prime d’assurance payée par les agriculteurs. Il y a aussi urgence à apporter des solutions concrètes aux producteurs durement touchés par les violents orages de grêle en mai et juin dernier.

Il y a également urgence à investir pour construire l’avenir de nos filières agricoles. Le défi humanitaire du « produire plus » n’invalide pas l’urgence planétaire de « produire mieux ». Il faut mobiliser les leviers de la certification environnementale et de la réduction de l’empreinte carbone. Il faut aussi décliner sur le terrain le « Varenne de l’eau et du changement climatique » et faire valoir des principes de bon sens sur le stockage de l’eau. La production de biocarburants et de biogaz repose sur des filières matures, performantes et accessibles ; elles doivent être soutenues car elles constituent des réponses pragmatiques au défi énergétique.



Les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre un plan de souveraineté azote et renforcer le plan protéines végétales, comme cela avait été annoncé lors de la présentation du plan de Résilience en mars dernier. Il faut enfin concrétiser la vision politique du Président de la République sur la « troisième révolution agricole » présentée dans le cadre du plan France 2030 en finançant l'innovation, la recherche et le développement, depuis les outils d'aide à la décision (OAD) qui permettent d'optimiser les intrants (eau, engrais, phytosanitaires) jusqu'aux nouvelles techniques de sélection variétale.

C'est pourquoi Eric Thirouin, Président de l'AGPB, Daniel Peyraube, Président de l'AGPM, Franck Sander, Président de la CGB et Arnaud Rousseau, Président de la FOP déclarent « *attendre beaucoup du Parlement et du Gouvernement pour retrouver le fil conducteur d'une politique agricole à la fois concrète et ambitieuse, compréhensible par les agriculteurs dans leurs fermes et répondant aux véritables attentes des citoyens et aux enjeux de notre temps* ».

Contacts presse

AGPB Hamza CHEMRAKHI - 01 40 07 34 27 **AGPM** Anne KETTANEH - 06 83 22 05 01 **CGB** Carine MEIER - 06 27 05 23 80 **FOP** Thibaut LEDERMANN - 06 50 69 20 08